

*Paru le 20 avril 2022*

## **CRCC TOULOUSE. BILAN ET PROPOSITIONS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Par Juliette JAULERRY

**Laure Mulin est présidente de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes (CRCC) de Toulouse. Quels sont les impressions de la profession après examen des premiers comptes 2021 et les tendances 2022 ? Comment aider les entreprises à maintenir des comptes sains ? Plusieurs propositions ont été présentées à l'occasion des élections présidentielles.**



*Laure Mulin, présidente de la Commission régionale des commissaires aux comptes (CRCC) de Toulouse.*

« On sent que ça commence à devenir problématique. J'ai des commissaires aux comptes qui commencent à initier des procédures d'alerte ». Pour ce premier trimestre 2022, Laure Mulin a des échos « plus alarmants » de la part des 392 commissaires aux comptes qu'elle représente, en tant que présidente de la CRCC de Toulouse (211 sociétés de commissariat aux comptes qui interviennent dans près de 8 000 entités). Alors que les remboursements de PGE sont sur le point de commencer pour beaucoup d'entreprises, certains comptes de ce premier trimestre présentent des fragilités. Jusqu'à maintenant, malgré la crise sanitaire, 2021

affichait une certaine solidité, en dehors des entreprises des secteurs les plus touchés. Les plus petites entreprises sont impactées, mais pas seulement : « on a aussi des entreprises de taille plus importante qui présentent des difficultés. Certaines ont pu anticiper sur leur stock pour faire face aux pénuries et à la montée des prix, mais il y a des répercussions sur leur niveau de trésorerie ».

### **Les commissaires aux comptes aussi au service des petites entreprises**

Laure Mulin insiste sur le rôle clé des commissaires aux comptes, notamment dans ces périodes économiques incertaines. Ceux-ci interviennent auprès des entreprises de plus de 8 M€ de CA (et 4 M€ de bilan) pour des certifications de comptes, mais pas seulement : les petites entreprises peuvent faire appel aux commissaires aux comptes pour des demandes spécifiques d'attestation, par exemple en vue d'une demande de subvention ou d'utilisation d'un dispositif mis en place par l'Etat...

### **Des capitaux propres à renforcer**

Au moment des élections présidentielles, des propositions ont été formulées par la profession. Par exemple, pour le renforcement des fonds propres des entreprises, l'épargne des particuliers devrait être davantage encouragée. Même si les chiffres de crowdfunding sont en croissance, la profession estime qu'il y a encore à faire pour stimuler ce type d'investissement. Laure Mullin veut permettre aux plus petites entreprises du territoire de renforcer leurs capitaux, sans pour autant passer par l'ouverture de leur capital à un fonds.

### **Une finance durable, mais pas forcément obligatoire**

La mise en cohérence des dispositifs ESG aujourd'hui disparates (DPEF/CSR, devoir de vigilance, prévention de la corruption...) au sein d'un cadre législatif et réglementaire unique fait partie des propositions formulées par Laure Mulin qui réclame une « unification », pour plus de lisibilité. Comment monétiser les efforts des entreprises sur le volet RSE ? « les éléments liés à la lutte contre le réchauffement climatique entrent de plus en plus dans l'analyse des financiers et cela va se renforcer dans l'avenir », prédit la présidente qui observe déjà des évolutions de la part des investisseurs et financeurs mais aussi de la Banque de France dans le cadre de sa cotation. Pour les PME non concernées par l'obligation de publier des informations RSE, la CRCC préconise un cadre de reporting allégé, souple et facultatif (lignes directrices, label...) afin d'apporter à leurs partenaires et donneurs d'ordre les assurances nécessaires sur les démarches menées.